

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Olivier BRIAND
Mickaël GOUVARY
Patrick JOSSO
Corinne LE MOUEL - RUAUD
Julian LOURO
François RODRIGUEZ

*Experts-Comptables
Commissaires aux comptes*

Mission Locale du Pays d'Auray
Association
14, rue François Mitterrand
Le Parco Pointer
56400 AURAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

www.ouestconseils.bzh 



OUEST CONSEILS AURAY 8 rue Pierre de Coubertin - BP 80117 - 56401 Auray Cedex - Tél. 02 97 24 23 80 - Fax 02 97 24 82 18 - Email : contactauray@ouestconseils.fr
*Ouest Conseils Auray - S.A.R.L. au capital de 785 000 € - R.C.S. LORIENT 480 549 120 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique*

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Aux membres de l'Association Mission Locale du Pays d'Auray,

■ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mission Locale du Pays d'Auray relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

■ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

■ Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le traitement comptable des fonds dédiés et des subventions de fonctionnement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

▪ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A AURAY, le 30 mars 2023

**Le Commissaire aux Comptes
OUEST CONSEILS AURAY
Olivier BRIAND**



Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	5 601	5 292	309	632
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	110 742	98 576	12 165	15 971
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières	550		550	550
Total I	116 908	103 869	13 039	17 168
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	275		275	
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	170 683		170 683	146 390
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	360 597		360 597	292 520
Charges constatées d'avance	7 961		7 961	5 967
Total II	539 515		539 515	444 877
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	656 423	103 869	552 554	462 045

Bilan

	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	96 605	96 605
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	96 605	96 605
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	-39 870	-39 870
Réserves statutaires ou contractuelles	-39 870	-39 870
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	33 577	-27 485
Excédent ou déficit de l'exercice	47 537	61 062
Situation nette (sous-total)	137 849	90 311
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	137 849	90 311
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	96 443	206 012
Total II	96 443	206 012
PROVISIONS		
Provisions pour risques	202 958	20 771
Provisions pour charges		
Total III	202 958	20 771
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		29 000
Découverts et concours bancaires	128	128
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	128	29 128
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 785	16 780
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	89 283	85 936
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	600	600
Produits constatés d'avance	12 508	12 508
Total IV	115 304	144 951
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	552 554	462 045

Résultat

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	1 900	200
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	1 900	200
Produits de tiers financeurs	1 024 815	1 051 057
Concours publics et subventions d'exploitation	1 024 815	1 051 057
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	36 094	62 039
Utilisation des fonds dédiés	203 569	103 319
Autres produits	944	1
Total I	1 267 321	1 216 617
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	101 034	93 268
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	38 544	42 232
Salaires et traitements	517 470	537 181
Charges sociales	196 609	205 253
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 129	2 651
Dotations aux provisions	194 438	10 771
Reports en fonds dédiés	94 000	188 663
Autres charges	75 779	78 308
Total II	1 222 003	1 158 328
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	45 318	58 289
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	160	123
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	160	123
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	160	123
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	45 479	58 412
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 954	2 938
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V	1 954	2 938

Résultat

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-104	288
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	-104	288
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 059	2 650
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 269 436	1 219 677
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	1 221 898	1 158 616
EXCEDENT OU DEFICIT	47 537	61 062
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	3 791	1 671
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	3 791	1 671
TOTAL	3 791	1 671
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	3 791	1 671
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	3 791	1 671
TOTAL	3 791	1 671

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MISSION LOCALE DU PAYS D'AURAY

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 552 554 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 47 537 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels seront arrêtés le 03/03/2023 par le conseil d'administration de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Objet social de l'entité, nature, périmètre des activités et missions sociales réalisées

Cette association a pour but de faciliter l'entrée, dans la vie sociale et professionnelle, des jeunes de 16 à 25 ans, de la zone d'emploi du Pays d'Auray et des collectivités adhérentes.

Descriptions des moyens mis en oeuvre

La présente association propose comme moyens d'actions, tous ceux qui peuvent concourir aux buts fixés, notamment :

- L'accueil, l'orientation approfondie et le suivi des jeunes afin de les aider à bâtir un projet, en coordination avec les partenaires économiques, publics et associatifs.
- La mise en place des dispositifs de qualification adaptés aux profils des jeunes et à l'environnement socio-économique.
- Le développement du réseau d'entreprises impliquées dans la lutte contre le chômage des jeunes sur la zone d'intervention.
- La recherche de solutions innovantes, répondant à l'ensemble des problèmes qui se posent aux jeunes de la zone d'intervention.
- La concertation entre les différents services administratifs et associations intervenant auprès des jeunes concernés, notamment dans les domaines de l'information, du cadre de vie, du logement, des loisirs et des pratiques culturelles et sportives.

Chaque fois qu'elle le jugera nécessaire, l'association passera convention avec des entreprises et organismes existants pour atteindre ses objectifs dans un souci d'efficacité.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Informations diverses

Les compléments d'informations chiffrées relatifs au Bilan et Compte de résultat, ainsi que tous les autres éléments significatifs, sont produits sur des tableaux ou états appropriés ; les informations suivantes sont également reportées :

Provision pour FSE :

Une provision d'un montant de 20 K€ a été dotée. Le dossier est en cours d'instruction à la date d'établissement des comptes.

Provision pour Les Invisibles :

Une provision d'un montant de 31 K€ a été dotée.

Provision pour risques :

L'association a complété la provision en prévision des litiges en cours avec deux salariés pour la porter à 151 957 €, soit une dotation de 131 286 €.

Indemnités de fin de carrière (IFC)

Le calcul des engagements en matière d'indemnité de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus, en tenant compte des charges sociales paramétrées en cas de départ à la l'initiative du salarié, fait ressortir les éléments suivants :

Paramètres :

Age de départ à la retraite : 62 ans

Taux évolution des salaires : 2 %

Taux rendement financier net : 3 %

Table de mortalité : TH-TF 00-02

Engagement à la date de clôture :	145 199 €
Dette actuarielle :	95 338 €
Prestations probables des 5 prochains exercices :	65 700 €

La dette actuarielle est couverte par un contrat ouvert auprès de CNP Assurances s'élevant à 52 976 € au 31/12/2022.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 601			5 601
Immobilisations incorporelles	5 601			5 601
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	24 075			24 075
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	86 667			86 667
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	110 742			110 742
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières	550			550
Immobilisations financières	565			565
ACTIF IMMOBILISE	116 908			116 908

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 969	323		5 292
Immobilisations incorporelles	4 969	323		5 292
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	13 994	1 314		15 307
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	80 777	2 492		83 269
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	94 771	3 806		98 576
ACTIF IMMOBILISE	99 740	4 129		103 869

Modalités d'amortissements

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition de ces immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue pour chaque immobilisation.

Les subventions d'investissement ont fait l'objet d'une reprise au prorata des amortissements des matériels achetés.

Les taux linéaires les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Logiciel / informatique :	33.33 %
Instll.générales, agencements :	12.50 à 20 %
Matériel de transport :	20 %
Matériel de bureau et informatique :	20, 25 ou 33.33 %
Mobilier de bureau :	10,14 ou 20 %

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire		3 806	3 806
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	323	3 806	4 129
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés			
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice			

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 179 468 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	550		550
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	275	275	
Autres	170 683	170 683	
Charges constatées d'avance	7 961	7 961	
Total	179 468	178 918	550
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	169 507
Disponibilités	
Total	169 507

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	Ala clôture
Fonds propres sans droit de reprise	96 605				96 605
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	-39 870				-39 870
Report à Nouveau	-27 485		61 062		33 577
Excédent ou déficit de l'exercice	61 062	-61 062			47 537
Situation nette	90 311	-61 062	61 062		137 849
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	90 311	-61 062	61 062		137 849

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	20 771	194 437	12 251		202 958
Total	20 771	194 437	12 251		202 958
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		194 438	12 251		
Financières					
Exceptionnelles					

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 115 304 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	128	128		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 785	12 785		
Dettes fiscales et sociales	89 283	89 283		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	600	600		
Produits constatés d'avance	12 508	12 508		
Total	115 304	115 304		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	29 000			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	128
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 528
Dettes fiscales et sociales	45 788
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	600
Total	53 044

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	7 961
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	7 961

Produits constatés d'avance

	Montant
Produits d'exploitation	12 508
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	12 508

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2022
Mise à disposition locaux	1 900
TOTAL	1 900

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics Subventions d'exploitation Subventions d'équilibre Subventions d'investissement						1 024 815
						1 024 815

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	3 791	1 672
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	3 791	1 672
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations	3 791	1 672
Personnel bénévole		
Total	3 791	1 672

Donations

Fonds dédiés

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exerci Montant global A - B + C	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés
<i>Garanties jeunes</i>	180 706	180 706	178 263			2 443	
<i>Les invisibles</i>	25 306	25 306	25 306				
<i>CEJ</i>		94 000				94 000	
Total	206 012	300 012	203 569			96 443	

Autres informations

Subventions

Autorités administratives	Nature	Montant
ETAT		
SUBV DREETS CPO "SOCLE"	Convention pluriannuelle d'objectifs	277 605
SUBV DREETS - OBLIGATION FORMATION	Convention pluriannuelle d'objectifs	27 137
SUBV DREETS - CEG	Convention pluriannuelle d'objectifs	182 950
SUBV DREETS PARRAINAGE	Convention sur action	17 080
SUBV DREETS PARRAINAGE DRAJES	Convention sur action	1 525
CONSEIL REGIONAL		
SUBV. C.R. FONCTIONNEMENT	Convention pluriannuelle de fonctionnement	86 466
SUBV CR "AAQ"	Convention sur action	5 000
SUBV. CR - ESPACE PUB. NUMERIQ	Convention sur action	2 000
CONSEIL DEPARTEMENTAL		
SUBV C.G - ACCOMPAGNEMENT JEUNES	Convention sur action	36 300
SUBV C.G - FAJ FRAIS DE GESTION	gestion fonds	3 250
SUBV CONSEIL DEPARTEMENTAL - F.A.J	Subvention sur action	43 231
COMMUNES / EPIC		
SUBV. ANN. DES COMMUNES	Convention pluriannuelle de fonctionnement	193 014
AUTRES ETABLISSEMENT		
SUBV ARML - ARS	Subvention sur action	5 130
SUBVENTION CR PROJET "MOOV'IN AURAY	Subvention sur action	1 057
SUBV. POLE EMPLOI	Convention pluriannuelle de fonctionnement	67 478
SUBVENTION CPAM - PROJET "SANTE SEXUE	Subvention sur action	992
FONDS EUROPEEN		
SUBV FSE COACH'IN EMPLOI	subvention sur projets	70 000
AUTRES		
SUBVENTION ROTARY CLUB	Subvention sur action	900
AIDES ASP SERVICE CIVIQUE	Participation Etat sur action	4 893